

# Un scandale signé Landry, accuse Dumont

## Haro sur les syndicats

MYLÈNE MOISAN

*MMoisan@lesoleil.com*

Mario Dumont ne digère pas que les grandes centrales syndicales du Québec acceptent sans rechigner le bilan catastrophique de la Caisse de dépôt et de placement. Il pose la question : « les establishments syndicaux défendent-ils les travailleurs ou le Parti québécois ? »

Pour lui, l'équation est claire. Devant les « 8,5 milliards \$ d'épargne disparus en fumée, les travailleurs se seraient attendus à ce qu'on crie à l'injustice en leur nom », a-t-il affirmé en point de presse hier, après un discours devant près de 300 partisans de la capitale. Une foule particulièrement animée, qui a accueilli le chef à coups de crécelle et de trompettes du Carnaval.

M. Dumont faisait allusion au fait que cinq grandes centrales du Québec se soient portées, lundi dernier, à la défense des gestionnaires de la Caisse, affirmant que « la capacité du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) de s'acquitter de ses engagements n'est compromise d'aucune manière » et que « les causes de ces mauvais rendements sont assez bien circonscrites et ne méritent pas de jeter le discrédit sur l'ensemble des gestionnaires ».

Les centrales en question sont la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), la Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec (FTQ) la Fédération des infirmières et des infirmiers du Québec (FFIQ) et le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ). Ensemble, elles contribuent pour le quart de l'actif de la Caisse, soit une trentaine de milliards \$.

Au cours de son discours, M. Dumont s'en est également pris au slogan « ridicule » du Parti québécois. À ses yeux, ce « restons forts » ne s'adresse qu'à « une clique en haut qui veulent rester forts », dont « les 36 ministres avec leurs 36 limousines », « les amis du régime », « les agences de publicité qui font la publicité du gouvernement aux frais des contribuables » et, surtout, « les lobbyistes ».

■ MONTRÉAL — Mario Dumont a frappé une fois de plus hier sur le clou de la Caisse de dépôt et de placement du Québec, déterminé à convaincre les Québécois que la dérive de la société d'État porte la signature du gouvernement en place.

« Sous Bernard Landry, comme ministre des Finances et comme premier ministre, il y a eu une dérive vers le dirigisme, vers une implication toujours cachée, mais toujours plus grande du politique dans la Caisse de dépôt. La première étape a été la concentration de tous les pouvoirs dans les mains d'un seul homme, un ami du régime », a déclaré M. Dumont, hier matin, au cours d'un point de presse au centre-ville de Montréal, à l'ombre du nouveau siège social de la société d'État.

Le siège social, dont la facture est passée des 100 millions \$ prévus à près de 300 millions \$, fait les choux gras des adversaires du Parti québécois depuis le début de la campagne électorale. Jean Charest réclame le rapport de la vérificatrice générale, M. Dumont le souhaite. « Ça permettra de constater l'ampleur du désastre, mais on n'a pas besoin d'un rapport pour voir qu'il y a eu dérapage. Comme le siège social, il parle par lui-même. Les événements parlent d'eux-mêmes. Comme on dit dans le Bas-du-Fleuve, rien qu'à voir, on voit ben. »

Depuis le déclenchement de la campagne mercredi, le chef de l'ADQ a fait allusion à la Caisse de dépôt dans tous ses discours. Pour illustrer le bilan catastrophique de l'année qui vient de se terminer — des pertes de 8,5 milliards \$ —, il répète que « c'est cinq stades olympiques qui sont disparus en fumée ».

Attaquer le bilan de la Caisse de dépôt est une formule gagnante à ses yeux, qui devrait amener les gens à tourner le dos au PQ. « Quand je prononce les mots Caisse de dépôt, on entend soupirer dans la salle, on entend les commentaires de M. et Mme Tout-le-Monde, qui savent tous les petits 20 \$ qui partent paye après paye pour la Régie des rentes. Quand ils voient que cet argent est gaspillé, qu'elle est perdue, qu'elle s'en va vers des gens qui se construisent des tours d'ivoire, ils sont choqués. Ils sont tristes de voir leur argent gaspillé par des irresponsables. »

### RECENTRER LA MISSION

Parce que « Bernard Landry a perdu de vue la mission première de la Caisse, qui est de faire fructifier l'épargne des Québécois », Mario Dumont propo-

se de « redonner un mandat clair » à l'institution. En clair, l'ADQ estime que « le gouvernement doit résister à la tentation d'enrôler la Caisse dans ses efforts de développement économique à court terme », tel qu'énoncé dans le communiqué remis hier aux journalistes. Sous un gouvernement adéquat, l'obsession de la Caisse serait le rendement et non l'investissement.

À l'instar du PLQ, l'ADQ juge inacceptable qu'une seule et même personne soit à la fois président du conseil d'administration, président et chef de la direction. Pour « redonner confiance à la population », Mario Dumont assure que son parti procéderait rapidement à la séparation des pouvoirs, tout en conservant le pouvoir de nommer les administrateurs et le président du c.a.. « Le rôle du gouvernement est de nommer des administrateurs sérieux et de ne pas concentrer les pouvoirs. Avec des règles sérieuses, la bonne gestion va se faire automatiquement », résume le

chef de l'ADQ.

Même chose pour les primes au rendement, qui reviendraient à leur nature première. « Honnis soient les bonus des gens qui ne livrent pas marchandise », a lancé M. Dumont, qui dénonce le fait que l'ex-pdg de la Caisse, Jean-Claude Scraire, ait touché un boni de 75 000 \$, malgré des résultats obtenus en-deçà de ceux de fonds équivalents. « C'est un scandale. Il y a des gens que ça leur prend deux ou trois ans gagner cet argent-là. »

Tout en souhaitant conserver l'autonomie de la Caisse, M. Dumont croit que le gouvernement doit conserver le droit de lui donner des mandats spéciaux à condition qu'ils soient rendus publics.

### HEUREUX D'ÊTRE SOUS-ESTIMÉ

Quant aux spéculations des deux autres partis à savoir où vont ceux qui désertent l'ADQ, Mario Dumont n'en a cure. « Nous aimons ça quand les gens croient que nous ne sommes pas dans la course. Ils le croyaient pour Saguenay et pour les partielles de juin. C'est parfait qu'ils le croient encore maintenant. L'histoire de notre succès, c'est d'être sous-estimée », a répliqué hier le chef adéquat.

**Un bonus de  
75 000 \$  
pour  
l'ex-pdg de  
la Caisse**